ELECTIONS LEGISLATIVES DU 21 MARS 1993 - 10e CIRCONSCRIPTION

UN AUTRE CHOIX POUR NOTRE VIE

LE 21 MARS 1993,
VOTEZ POUR LE CANDIDAT ECOLOGISTE DE GAUCHE



Daniel GUFFROY

51 ans, marié, 2 enfants
Maitre de conférences à l'université
de Provence (Aix - Marseille)
Adhérent à l'Alternative Rouge et Verte (A.R.E.V.)

Suppléant : Alain TASCON
42 ans, marié
Fonctionnaire Finances

Madame, Monsieur,

Voter pour l'élection d'un député, c'est participer au fonctionnement et aux grands choix politiques de son pays. Par votre vote, vous contribuez ainsi à faire vivre la démocratie.

Et pourtant, savez-vous que notre système présidentiel issu de la constitution de 1958, limite sérieusement les pouvoirs du parlement et le rôle des députés.

Et pourtant, sur les grandes questions qui ont traversé notre pays durant cette dernière législature, avez-vous été consultés par votre député sortant sur la guerre du Golfe, sur la loi d'amnistie politique ou l'affaire du sang contaminé ?

L'élection passée, la quasi totalité de nos députés ne consultent ni ne rendent compte à leurs électeurs, alors qu'à l'Assemblée Nationale ils s'engagent et votent sur des questions fondamentales qui déterminent notre avenir.

Je considère que la citoyenneté ne se limite pas à voter tous les cinq ans pour les législatives : elle exige une participation réelle à la vie politique de la nation.

C'est pourquoi je m'engage à faire connaître à tous les habitants de la circonscription les grands projets de loi soumis au parlement, à leur faire connaître les choix d'orientation, à les consulter au préalable et à leur rendre compte de mes votes.

Soucieux de l'équilibre entre l'homme et la nature, mais également de l'équilibre des hommes entre eux, mon combat pour l'écologie rejoint celui contre les injustices sociales, la misère, le racisme ou le désespoir qui empoisonnent notre vie quotidienne.

Mon engagement pour le respect des grands équilibres naturels (comme mon intervention contre l'implantation d'un hypermarché AUCHAN à deux pas de Plan de Campagne) n'est pas dissociable de mon action pour le respect de la vie, pour l'entente entre les peuples (ainsi contre la Guerre du Golfe) comme pour une société solidaire.

GARANTIR UNE SOCIETE VIVABLE

Dans la situation actuelle de notre pays, je considère que la priorité est de **faire reculer le chômage et l'exclusion** qui gangrènent notre société, sans se contenter d'attendre ou même de favoriser la "reprise économique".

La prochaine législature doit être celle d'une forte mobilisation nationale contre ce fléau social : pour cela un **grand Forum pour l'Emploi** réunissant tous les acteurs (Etat, Syndicats, Patronat, Chômeurs, Population...) devrait se tenir dans chaque circonscription du pays et aboutir au vote d'une **loi cadre** réorientant la politique de l'emploi et fixant des mesures concrètes pour 1994.



SOLIDARITÉ - ÉCOLOGIE
Gauche Alternative

Au nombre des propositions que je formule d'ores et déjà se trouvent notamment :

- **la réduction du temps de travail à 35h** et au-delà, couplée avec une autre vision du partage travail / loisirs / formation ;
- **le développement des dispositifs d'insertion par l'économique** (régies de quartier, entreprises d'insertion, contrats de qualifications,...) ;
- **l'interdiction du licenciement** comme forme "normale" de gestion du personnel, et l'obligation d'un reclassement ;
- **l'encouragement à la création d'emplois socialement utiles**, qui se révéleraient très vite "rentables" si l'on prend en compte tous les facteurs, (ainsi le débroussaillage de nos forêts rapporté au "coût" des incendies).

En outre, le développement de la pauvreté de la marginalisation et des "sans abri" est insupportable à notre société toute entière et la cause de bien des maux. L'assemblée Nationale doit adopter d'urgence -dès sa première session- un **Plan de solidarité anti exclusions**, prévoyant l'augmentation du RMI, le droit au maintien dans un logement social ainsi que le droit à la protection sociale gratuite.

Toutes ces mesures indispensables pour éviter la fracture sociale grave ont un coût supportable pour un pays comme la France. Autant dire que cela nécessite une redistribution des richesses et des revenus -notamment par la fiscalité- seule à même d'assurer une plus grande égalité des citoyens devant les charges de notre société. Si du moins on la veut solidaire.

RESPECTER L'HOMME ET LA NATURE

Il serait illusoire de penser que quelques aménagements suffiront à faire cesser les dérèglements actuels qui proviennent d'abord d'un système économique productiviste, pollueur, gros consommateur d'énergie et de vies humaines et qui a pour moteur : le profit !

Je réaffirme la nécessité **d'un développement basé sur l'écologie sociale** qui prenne en compte les besoins réels des citoyens, comme les contraintes de l'environnement ou de la nature. Je me suis opposé au tout-TGV refusant le gâchis écologique pour un avantage artificiel, choix imposé par la "logique" technologique de la SNCF qui serait mieux inspirée de développer et moderniser un Réseau de Transport Régional performant.

Il y a lieu également de :

- **définir très rapidement une politique des déchets**, le retraitement devenant la règle et la décharge contrôlée l'exception ;
- **fixer des normes anti-pollution strictes** ;
- **revoir la conception générale de l'aménagement du territoire** en redonnant aux habitants la place qu'ils méritent. En particulier par une meilleure maîtrise des POS et des schémas directeurs permettant la diversité des activités -notamment rurales.

POUR AGIR EN CITOYEN

Les citoyens doivent retrouver confiance dans leurs représentants comme dans leurs institutions. Mais il manque aujourd'hui le cadre facilitant leur intervention.

Pour favoriser la démocratie locale, je propose :

- **l'extension des droits du citoyen** -quelle que soit sa nationalité- dans les institutions locales où se joue leur vie quotidienne (entreprise, armée, école, services publiques ou collectivités territoriales) ;
- **la création de conseils de quartier** élus au suffrage direct, disposant d'un pouvoir substantiel sur les projets qui touchent leur cadre de vie et obligatoirement consultés avant décision ;
- **la pleine reconnaissance du rôle des associations** par l'attribution de moyens supplémentaires et l'adoption d'un statut de l'élu social légitimant l'intérêt de ses fonctions.

Il ne s'agit ici, loin de toute démagogie que de quelques propositions précisant des orientations que je soumets à votre jugement. Le député n'a d'ailleurs pas fonction de régler tous les problèmes de la vie locale dont beaucoup relèvent d'autres niveaux.

J'ai voulu insister sur quelques questions pour marquer clairement ma volonté de répondre concrètement aux priorités les plus urgentes, mais cela ne peut se faire qu'avec votre soutien. Et votre vote.

Vu le Candidat


Papier recyclé
IGP MARSEILLE